



DOSSIER DE PRESSE

CAMPAGNE 2014  
DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE  
**Rencontres avec 40 acteurs  
de la société civile des pays  
du Sud et de l'Est**

**POINTS PRESSE**  
**vendredi 14 mars 2014 entre 9h et 12h**

# CAMPAGNE 2014 DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE

Le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre Solidaire) lance sa campagne 2014 de sensibilisation à la solidarité internationale et de collecte au profit de projets de lutte contre les causes de la faim. À cette occasion, il invite 40 acteurs de la société civile des pays du Sud, dont il soutient le travail, à venir témoigner dans toutes les régions de France. Nous vous les présentons dans la suite de ce dossier de presse et vous proposons de les rencontrer lors de leur passage par Paris.

## L'EXPERTISE D'ACTEURS DU DEVELOPPEMENT DU SUD ET DE L'EST

La créativité, l'expertise, mais aussi souvent le courage, de ces acteurs permettent la réalisation de multiples projets de développement dans 58 pays, en Afrique, Amérique latine, Asie, Europe centrale et Bassin méditerranéen. Pour gagner le combat contre la faim, ils s'impliquent dans de multiples domaines : accès à la terre, défense des agricultures locales, lutte contre les discriminations, construction de la paix et de la gouvernance... Dans le respect de leur projet, le CCFD-Terre Solidaire a noué avec eux une relation de partenariat dans la durée, gage d'efficacité et de pérennité.

## RENCONTRES AVEC LA PRESSE

vendredi 14 mars entre 9h et 12h

au Centre d'Accueil « Partage Solidarité Accueil »  
57, rue Violet 75 015 Paris  
M° Emile Zola ou Commerce

Pour prendre rendez-vous avec l'un ou plusieurs de ces acteurs, contacter  
Véronique de La Martinière 01 44 82 80 64 – 06 07 77 05 80

## LA CAMPAGNE « FAITES UN GESTE CONTRE LA FAIM » 5 mars - 6 avril 2014

Première ONG française de solidarité internationale, le CCFD-Terre Solidaire appelle à la générosité du public pour réaliser sa mission : apporter un soutien direct à ses partenaires au niveau local et les aider à s'attaquer aux causes structurelles de la faim et de la pauvreté. Il interpelle régulièrement les responsables politiques et les acteurs économiques pour que leurs décisions et pratiques ne soient pas contraires aux intérêts et aux droits de ces populations.



- Du 15 au 30 mars: nombreuses conférences et débats à travers toute la France autour des partenaires des pays du Sud.

- Samedi 5 et dimanche 6 avril : collecte nationale, dans les communautés chrétiennes et sur la voie publique, réalisée par les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire.

En savoir plus sur le CCFD-Terre Solidaire : voir page 17 de ce dossier et site : [ccfd-terresolidaire.org](http://ccfd-terresolidaire.org)

# PRESENTATION DES PARTENAIRES

## AFRIQUE

### BENIN

---

AGRICULTURE FAMILIALE,  
ACCAPAREMENT DES TERRES, OGM

≈ **SYNPA** Synergie paysanne

**M. Metogbe Omer Richard AGOLIGAN**, coordinateur de l'organisation des ruraux pour une agriculture durable (ORAD), agriculteur-formateur en agro-écologie

Synergie Paysanne est née au Bénin en 2002 de la volonté de quelques jeunes leaders du monde agricole de se mobiliser pour que les pouvoirs publics s'intéressent aux petits paysans et qu'ils les reconnaissent comme des acteurs du développement économique du pays. SYNPA est un petit syndicat qui porte de multiples revendications au nom des paysans. Il se mobilise notamment contre la politique très libérale du Président béninois favorable aux agro-carburants, filières d'exportation, OGM et appuis aux entreprises étrangères... SYNPA milite un accès à la terre au bénéfice des petits paysans, pour le financement public de l'agriculture vivrière, pour l'interdiction des OGM.

① **Metogbe Omer Richard Agoligan** se rend en Bretagne Pays de la Loire.

### BURUNDI

---

JEUNES,  
EDUCATION A LA CITOYENNETE, GOUVERNANCE

≈ **REJA** Réseau des organisations de jeunes en action

**M. Rémy HAVYARIMANA**, coordinateur national du REJA, coordinateur de la Maison Lueur d'Espoir

Le REJA est un réseau de 126 organisations de jeunes actives dans différents domaines, établies sur tout le territoire national. Le REJA s'investit aux côtés d'autres organisations partenaires pour créer un environnement propice à l'emploi des jeunes, promouvoir le développement d'une culture de citoyenneté responsable et le renforcement de la participation des jeunes à la bonne gouvernance et aux mécanismes de consolidation de la cohésion sociale. Dans un contexte où la perspective des élections 2015 est source de tensions sociales actuellement dans le pays, le REJA travaille à un projet de sensibilisation des jeunes à la citoyenneté et à la gouvernance locale pour parvenir à ce que les élections puissent se tenir dans un climat apaisé. Ce projet est d'autant plus important que les jeunes ont un rôle capital dans le basculement possible dans un sens ou un autre.

① **Rémy Havyarimana** se rend en Ile-de-France.

### COTE D'IVOIRE

---

DÉVELOPPEMENT SOCIAL  
ÉCONOMIQUE ET HUMAIN, FORMATION

≈ **PAIPS** Programme d'appui d'insertion professionnelle et sociale

**M. Madi SOLO**, président de PAIPS, président du REPROJECI, réseau constitué par l'ensemble des partenaires et quelques alliés pour la promotion de la jeunesse

PAIPS accompagne plus de 150 associations de développement ayant pour cible les jeunes. Ce programme agit dans quatre domaines : le renforcement des capacités en gestion associative, l'insertion sociale et professionnelle des jeunes, l'éducation à la paix, le renforcement du rôle des femmes dans le milieu associatif. Son action est présente sur Abidjan, Bouaké et Bongouanou.

① **Madi Solo** se rend en Aquitaine Poitou-Charentes.

## GUINEE

ENJEUX DE LA PECHE

≈ **ADEPA** Association Ouest-africaine pour le Développement de la Pêche Artisanale

**Mme M'Baliala SANGARE**, présidente de l'ONG Appui et développement de la pêche et de l'élevage en Guinée ADEPEG (membre de l'ADEPA), vice-présidente du réseau des organisations professionnelles de la pêche artisanale en Guinée (ROPPA)

L'ADEPA est une organisation ouest-africaine, basée à Dakar qui a des membres dans 11 pays. La mission de l'ADEPA est d'organiser un vaste mouvement de soutien et de promotion au profit de la pêche artisanale en Afrique de l'Ouest, pour assurer le développement économique et social de ce secteur, en mettant les organisations professionnelles au centre de toute action et stratégie. L'ADEPA a pour objectifs : la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, l'émergence de groupes socioprofessionnels et de structures d'appui aux organisations professionnelles de la pêche artisanale, l'animation d'espace de débats, de dialogue entre les acteurs publics et privés de la région, la capitalisation d'études et de réflexions. Les bénéficiaires sont les organisations membres de l'ADEPA, mais aussi les institutions régionales (CEDEAO par ex.) et les Etats. L'ADEPA intervient sur des problématiques d'envergure régionale (problématique de la gestion de la ressource en Afrique de l'Ouest), apporte à ses membres services et appuis (formation, information, etc.) afin de les aider à se renforcer. Elle accorde une place importante aux politiques de pêche et mobilise les acteurs locaux, nationaux et régionaux dans ce débat

① **M'Baliala Sangare** se rend en Midi Pyrénées Roussillon.

## MADAGASCAR

POLITIQUES FONCIERES

≈ **SIF** Solidarité des Intervenants sur le Foncier

**M. Haingoarison RANDRIANOMENJANAHARI**, président

La Plateforme « Sehatra lombonana ho an'ny Fananantany » ou « Solidarité des Intervenants sur le Foncier » est un cercle de réflexion, de représentation et d'échanges entre différents acteurs œuvrant pour une sécurisation foncière favorable au développement. La SIF a pour objectif de représenter la population malgache et de faire remonter l'information sociale et technique portant sur le foncier auprès des responsables de la réforme foncière. L'objectif étant d'offrir un cadre technique, administratif et juridique plus proche des attentes de la population, en particulier des populations les plus vulnérables.

Ses 27 membres interviennent dans différents domaines : appui à la sécurisation foncière, formation et renforcement des capacités paysannes, réflexion sur la politique agricole, représentation de la profession agricole et défense des intérêts des paysans, promotion/appui aux filières agricoles et professionnalisation du métier d'agriculteur, sensibilisation, animation, communication.

① **Haingoarison Randrianomenjanahar** se rend en Bretagne Pays de la Loire.

## REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO – RDC

CONSTRUCTION DE LA PAIX, GOUVERNANCE

≈ **COMMISSION NATIONALE JUSTICE ET PAIX**

**Père Clément MAKIOBO MA LELO**, secrétaire exécutif de la Commission épiscopale Justice et Paix

La Commission Justice et Paix est un service de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et a pour mission la consolidation de l'État de droit en RDC. La stratégie de la CEJP est de renforcer la participation citoyenne dans la gestion de la chose publique. La CEJP se mobilise dans différents domaines en particulier, la gouvernance participative (élections générales et locales, décentralisation, lutte contre la corruption, civisme fiscal), les enjeux de réconciliation communautaire, la dynamique Femme pour la paix, les enjeux liés à l'éducation et au respect des droits humains. Dans la perspective des élections 2016, la Commission épiscopale a déjà pris position pour le non renouvellement du mandat du chef de l'Etat.

① **Le Père Clément Makiobo Ma Lelo** se rend en Ile-de-France.

## RWANDA

POLITIQUE AGRICOLE, CONSTRUCTION DE LA PAIX

≈ **ACORD RWANDA** Agence de coopération et de recherche pour le développement

**M. François MUNYENTWARI**, directeur Acord Rwanda

L'antenne rwandaise d'ACORD INTERNATIONAL (organisation panafricaine basée à Nairobi – Kenya), travaille depuis 1979 sur les questions de sécurité alimentaire et des revenus en zone rurale. ACORD exécute de nombreux projets visant la réduction de la pauvreté et la lutte contre l'exclusion et la discrimination. Les programmes d'ACORD ont pour objectif de fournir des moyens d'action à la société civile. La stratégie actuelle vise essentiellement à renforcer les moyens d'existence des populations rurales et leur capacité à défendre leurs droits et à atteindre la souveraineté alimentaire. A cet effet, ACORD collabore avec 114 ihuriro (structures communautaires basées sur les valeurs culturelles traditionnelles de réciprocité et de solidarité) et des organisations partenaires locales du Rwanda. Avec les ihuriro et ces organisations locales, ACORD combine des activités pratiques avec des actions de mobilisation sur des questions telles que l'érosion des sols, les droits fonciers, la lutte contre le VIH/SIDA, l'égalité Femme / Homme, la résolution des conflits. Cette approche a permis aux citoyens ordinaires de prendre conscience de leurs droits et de les exercer, de communiquer avec l'administration locale, et plus important, de promouvoir des initiatives en vue d'améliorer les moyens d'existence des populations et d'atteindre la souveraineté alimentaire.

① **François Munyentwari** se rend en Ile-de-France.

## SENEGAL

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE,  
DÉVELOPPEMENT RURAL

≈ **FONGS – ACTION PAYSANNE**

**M. Hadji Abdou BADJI**, trésorier national

L'agriculture sénégalaise au plan local, national comme international doit faire face à une forte croissance de la demande alimentaire avec le souvenir la crise alimentaire en 2008. Elle doit également tenir compte de la crise climatique qui menace ses ressources naturelles et productives, et lutter contre les nouvelles formes de concurrence sur son espace et ses ressources naturelles. De plus, depuis de nombreuses années, les politiques gouvernementales se sont concentrées sur le développement de l'agrobusiness, en partie avec le programme GOANA initié par le président Wade. Dans ce contexte, la FONGS-Action Paysanne travaille à la reconnaissance du rôle et de la place de l'exploitation familiale dans le développement rural. Il s'agit de relever un défi stratégique et fonctionnel : améliorer durablement la capacité des Exploitations familiales (EF) à nourrir le Sénégal, et à créer de la richesse. Un défi opérationnel : « accompagner la mise en œuvre des changements significatifs nécessaires au niveau des EF et des autres acteurs ». A terme, le travail de la FONGS-Action paysanne en Casamance, région à fort potentiel agricole, s'articulera avec un travail plus large autour de l'agro-écologie. En Casamance, FONGS-action paysanne travaille avec 6 associations paysannes de base de la zone casamançaise. Les bénéficiaires directs des actions mises en œuvre sont 217 exploitations familiales membres de ces 6 associations paysannes de base.

① **Hadji Abdou Badji** se rend en région Aquitaine Poitou-Charente.

≈ **ANPM** Association nationale des Partenaires migrants

**M. Moustapha FALL**

L'association coordonne les différents groupements et collectifs de migrants rapatriés au Sénégal pour tisser un réseau de solidarité et d'entraide économique entre eux. Le processus d'organisation en associations et groupements d'intérêt économique (G.E.I) de groupes informels de jeunes rapatriés de la migration a atteint ses objectifs de départ. En effet, il s'est agissait de regrouper ces jeunes dispersés, d'instaurer la confiance entre eux et de les amener à se constituer en groupes formels. Ensuite, il fallait les appuyer par la formation et le démarrage de petits projets. Ce processus a permis de les fédérer en un réseau appelé Association nationale des partenaires migrants. C'est ce cadre qui a initié le projet d'installation, de formation et de réinsertion que l'association projette de dérouler de 2014 à 2016. Le processus arrive donc à maturité au moment où le nouveau régime a fait de l'emploi de la jeunesse une de ses priorités dans le cadre d'une nouvelle politique agricole dont l'un des points fort est la création de fermes agricoles pour les jeunes. L'association compte saisir cette

opportunité pour sa stratégie d'insertion des jeunes rapatriés et développer des passerelles de solidarité et de complémentarité entre les divers projets. Ainsi, les jeunes de Fass Boye doivent pouvoir envoyer des produits maraîchers aux jeunes de Diourbel pour commercialisation, cela sous garantie du Réseau. Cette démarche doit contribuer à mieux les spécialiser pour une plus grande efficacité et une meilleure rentabilité.

❶ **Moustapha Fall** se rend en région Aquitaine Poitou Charente.

## TCHAD

CONSTRUCTION DE LA PAIX, DEMOCRATIE

≈ **CSAPR** Comité de suivi de l'Appel à la paix et à la réconciliation nationale

**M. Ali Gossoumian ABDERAMANE**, coordinateur national

Le CSAPR a pour mission de participer à la construction d'une paix durable au Tchad. Il porte la parole et les positionnements de la société civile et défend l'intérêt des populations tchadiennes dans un champ politique accaparé depuis 30 ans par des acteurs politico-militaires. Il se veut un contre-pouvoir porteur de propositions alternatives de sortie de crises. Ce Comité regroupe plus d'une centaine d'organisations sur toute l'étendue du territoire tchadien : organisations de développement, mouvements de jeunes et de femmes, ONG de Droits de l'Homme, syndicats, mouvements d'Eglises... Il est relayé en région à travers 16 points-relais qui jouent un rôle d'animation de débats et de mobilisation au niveau régional.

Le CSAPR mène des actions de plaidoyer au niveau national, régional et international. Il publie régulièrement des analyses sur la situation politique et sécuritaire dans le pays et n'hésite pas à contester les stratégies du gouvernement et/ou des partis politiques. Il a fortement critiqué par exemple le processus de sortie de crise basée sur le seul processus électoral et a défendu ses propres propositions de transition politique après les événements de février 2008. Il publie des études et anime des conférences, par exemple la conférence « Paix et sécurité au Tchad », ou encore sur la crise libyenne « Alternance, révoltes dans le monde arabe : quelles leçons pour la paix au Tchad ? »...

Site internet : <http://www.csapr-initiative-paix.org/>

❶ **Ali Gossoumian Abderrmane** se rend en Bretagne Pays de la Loire.

# AMÉRIQUE LATINE

## BOLIVIE

DEVELOPPEMENT RURAL TERRITORIAL  
POPULATION INDIGENE, RENFORCEMENT DEMOCRATIQUE

≈ **CIPCA** Centro de Promoción del Campesinado (Centre d'enquête et de promotion des paysans)

**M. Antonio Daniel SANCHEZ GALARZA**, responsable de projet pour la région Amazonie Nord

*Parle espagnol*

Le Centre de promotion de la paysannerie (CIPCA), organisme créé par la Compagnie de Jésus, contribue au renforcement organisationnel, politique, économique et culturel des populations indigènes et paysannes. Il participe à la construction d'une Bolivie démocratique, autonome, unitaire dans sa diversité, interculturelle, équitable et durable, du point de vue économique et environnemental.

Il a pour principaux objectifs, d'accompagner et renforcer les organisations indigènes et paysannes, de promouvoir un développement rural durable avec une approche territoriale, d'agir pour des autonomies démocratiques (créées par la nouvelle Constitution de 2009), efficaces et interculturelles avec participation et contrôle social et de promouvoir des politiques publiques concertées avec les populations rurales et les autres secteurs.

📍 **Antonio Daniel SANCHEZ GALARZA** se rend en région Midi Pyrénées Roussillon.

## BRÉSIL

MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT ALTERNATIF  
AGRICULTURE FAMILIALE, AGROECOLOGIE

≈ **AS-PTA**

**M. Antonio José DA SILVA**

*Parle portugais*

**Mme Maria Gabriela GALDINO DOS SANTOS**, tous deux, responsables de petites exploitations familiales dans l'Etat du Paraíba, engagés dans la transition agro-écologique.

*Parle portugais*

AS-PTA est une organisation d'appui à la transition des agriculteurs familiaux brésiliens vers l'agro-écologie. Présente dans le Nordeste semi-aride, dans la grande banlieue de Rio de Janeiro (agriculture urbaine) et dans le sud du pays, elle permet à des dizaines de milliers de producteurs affiliés à des syndicats ruraux très actifs, de produire et de commercialiser des aliments sains, en leur assurant un revenu stable leur permettant de rester sur leurs terres.

L'appui de AS-PTA prend plusieurs formes complémentaires : un appui technique (pépinières, construction de citernes...), un accompagnement permettant aux petits agriculteurs d'acquérir une vision de leur territoire dans une perspective de développement durable et de rejoindre des organisations qui les rendent plus forts et les mettent en position de négocier avec les pouvoirs publics. L'objectif : obtenir des politiques publiques adaptées à leurs besoins (développement et prise en charge des banques de semences et des citernes par les municipalités, établissement de quotas de produits de l'agriculture familiale achetés par les municipalités pour les écoles etc.) et les libérer du clientélisme des gros propriétaires.

📍 **Antonio José Da Silva** se rend en région Centre.

📍 **Maria Gabriela Galdino Dos Santos** se rend en région Provence Alpes Côte d'Azur Languedoc Corse.

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE  
ACCÈS A LA TERRE, EAU

≈ **CPT Nordeste** Comissão pastoral da Terra

**M. Roberto MALVEZZI**, membre de la coordination nationale de la pastorale de la terre, membre de l'équipe terre, eau et environnement du conseil épiscopal latino-américain (SELAM) et conseiller à la commission pour la charité, justice et paix de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB).

*Parle portugais*

La Commission pastorale de la terre (CPT) est un organisme lié à la conférence des évêques du Brésil. Elle a été créée pour défendre les paysans et assurer une présence solidaire et fraternelle auprès des populations rurales. Présente dans de nombreux diocèses, elle est engagée sur l'enjeu crucial du partage de la terre et contre la destruction de l'environnement. Une tâche particulièrement périlleuse pour la vie de ses militants face à la violence des grands propriétaires terriens. Actuellement, plusieurs militants de la CPT subissent des pressions, des saccages de leurs lieux de travail et des menaces de mort.

Confrontée à un modèle économique qui exclut la population rurale dans la région Nordeste, la CPT répond par l'appui à l'organisation des populations locales. Dans les zones où l'économie tourne traditionnellement autour de la canne à sucre (cultivée sur de grandes surfaces), la CPT accompagne les luttes des paysans sans terre et l'organisation des petits producteurs pour le maintien d'une agriculture familiale. L'émergence de nouveaux conflits sociaux directement liés aux pôles de développement (installations portuaires, Transposition du fleuve Sao Francisco...) amène la CPT à travailler avec des populations de pêcheurs traditionnels, des afro-brésiliens et des indigènes, des paysans pour défendre l'accès à la terre et à l'eau, ainsi que les droits humains des populations rurales.

① **Roberto Malvezzi** se rend en région Centre.

## COLOMBIE

PAIX, DROITS HUMAINS

≈ **CINEP** Centre de recherche et d'éducation populaire / Programme pour la Paix

**M. Juan Pablo GUERRERO HOME**, responsable des projets en direction des populations vulnérables rurales et urbaines du Pacifique colombien et gestion des organismes de coopération nationale et internationale avec des institutions de l'Etat.

*Parle espagnol*

Créé en 1972 par la Compagnie de Jésus, le CINEP (Centro de investigación y educación popular) est à la fois un centre de recherche et une ONG d'appui aux secteurs populaires. Il soutient une centaine d'organisations locales qui touchent près de 500 000 personnes. Le CINEP travaille pour la construction d'une société plus juste, démocratique et en paix. Ses efforts en matière de défense des droits humains des populations affectées par le conflit armé se traduisent par des propositions de renforcement démocratique et de construction de paix qui prennent en compte les réalités vécues par les victimes. Son approche pédagogique permet l'expression de leurs voix sur la scène publique. Le CINEP est aussi actif en matière de médiation sociale. Il dispose d'une importante base de données sur les violences politiques et la défense des droits humains. Il accompagne actuellement la mise en œuvre de la politique de restitution de terres aux victimes de déplacement forcé, ainsi que les efforts de dialogue autour de la résolution du conflit armé, en travaillant à une analyse des différents scénarios et propositions.

① **Juan Pablo Guerrero** se rend en Normandie.

## GUATEMALA

RESOLUTION DE CONFLITS AGRAIRES ET ENVIRONNEMENTAUX  
DROITS HUMAINS, PARTICIPATION DES FEMMES

≈ **Pastorale sociale de San Marcos (PSSM)**

**M. Fausto FUENTES VELASQUEZ**, coordinateur de la Pastorale de la Terre

*Parle espagnol.*

Service du diocèse de San Marcos, la Pastorale sociale a bénéficié de l'impulsion de Mgr Alvaro Ramazzini, qui a été évêque de ce diocèse pendant 23 ans. Dans la ligne de la doctrine sociale de l'Eglise et de l'option préférentielle pour les pauvres, la PSSM a pour objectifs de consolider le développement intégral des territoires et des populations pauvres, exclues, marginalisées et migrantes, dans le respect de leurs cultures, afin de leur permettre d'avoir des conditions de vie digne au sein des communautés. La Pastorale sociale accompagne les populations et mène des actions de plaidoyer pour la défense de l'identité culturelle des peuples, la promotion des droits humains, la médiation de conflits, le renforcement des mouvements sociaux et la formation de l'opinion publique au niveau local, national et international. Elle intervient dans différents domaines : agraire (promotion de l'accès à la terre, production agro-écologique, transformation et commercialisation, gestion des risques naturels), environnemental (défense des droits des communautés face aux industries extractives), et éducatif.

① **Fausto Fuentes Velasquez** se rend en région Auvergne Limousin.



≈ **Mgr Alvaro RAMAZZINI**, évêque d'Huehuetenango

Parle espagnol

Très sensible à la situation des populations les plus pauvres et les plus marginalisées du Guatemala, Mgr Alvaro Ramazzini est particulièrement engagé dans la promotion de solutions aux problèmes liés à la répartition des terres. C'est aussi un défenseur des droits humains, qui a travaillé de façon très proche avec Mgr Juan Gerardi (évêque auxiliaire de Guatemala, assassiné en 1998) sur le Projet de reconstruction de la mémoire historique (REHMI) à San Marcos qui amenait à enquêter sur les atteintes aux droits humains pendant la guerre civile (1960-1996). Après 23 ans au diocèse de San Marcos, Mgr Ramazzini a été nommé évêque de Huehuetenango en mai 2012, où il hérite d'une situation très conflictuelle autour de projets d'extraction minière et de construction de barrages pour la fourniture d'énergie hydroélectrique. Mgr Ramazzini est à l'origine de la création de la Fondation Tierra Nuestra. Au service du renforcement des structures du mouvement paysan de la région occidentale du pays, cette fondation développe un travail de plaidoyer pour des politiques agraires qui prennent en compte la réalité de la paysannerie guatémaltèque.

① **Mgr Alvaro RAMAZZINI** sera présent en région Rhône Alpes **du 16 au 18 mars**. Il participera à une retraite de Carême le dimanche 16 mars.

## MEXIQUE

---

DÉVELOPPEMENT RURAL, ECONOMIE SOLIDAIRE  
SOVERAINETÉ ALIMENTAIRE, DROITS DES POPULATIONS INDIGENES

≈ **DESMI** Développement économique et social des paysans indigènes

**Mme Maria Estela BARCO HUERTA**, coordinatrice de DESMI dans l'Etat du Chiapas

Parle espagnol

Créée en 1969 à San Cristobal de Las Casas par Mgr Ruiz pour accompagner les populations indigènes du Chiapas, DESMI est un organisme laïc et indépendant. Dans une perspective d'économie solidaire, l'association s'attache à promouvoir des alternatives productives et économiques pour créer des conditions de vie digne. A travers la mise en place de comités de développement dans les communautés, DESMI apporte son soutien à la promotion de l'agro-écologie, la formation et la consolidation de groupes de femmes, l'accompagnement de coopératives (notamment en matière de commercialisation) et l'octroi de prêts à travers un fonds tournant pour des collectifs qui portent des projets productifs. DESMI travaille avec les autorités locales indigènes dans une perspective de reconnaissance et de promotion de l'identité et des droits des populations indigènes.

① **Maria Estela Barco Huerta** se rend en région Rhône-Alpes.

## PARAGUAY

---

PRODUCTION DE CONNASSANCES  
RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE, JEUNESSE, DROITS HUMAINS

≈ **BASE IS**

**M. Guillermo ORTEGA RIOS**, coordinateur des formations

Parle espagnol

Base IS (Recherches Sociales) est une ONG dédiée à la production et à la diffusion d'informations sur la réalité paraguayenne, qui travaille avec les organisations sociales et d'autres acteurs de la société civile en faveur de la construction d'une société plus équitable et solidaire. Trois programmes de travail structurent les apports de Base IS : « Etudes agraires et paysans », « Population et développement social », « Etat et société ». Parmi les recherches dans le domaine de l'agriculture, il faut souligner une importante étude sur la culture du soja qui a servi de base à la plupart des travaux de plaidoyer de plusieurs organismes de solidarité internationale. Base IS reconnaît le rôle particulier de la jeunesse dans la promotion de dynamiques de changement social et lui consacre plusieurs études. Cette ONG a développé un Observatoire des Droits Humains, institution très reconnue au Paraguay.

① **Guillermo Ortega Rios** se rend en région Auvergne Limousin.

## ASIE

### BIRMANIE/THAÏLANDE

DEFENSE DES DROITS HUMAINS, PLAIDOYER

≈ **ALTSEAN BURMA** Alternative asean network on Burma

**Mme Debbie STOTHARD**, directrice générale

*Parle anglais*

Basée à Bangkok, l'ONG Altsean Burma a été fondée pour porter la question de l'Etat de droit en Birmanie auprès des politiques et des sociétés civiles de l'ASEAN. L'association mène des actions d'information, de recherche et de plaidoyer ainsi que des formations pour les acteurs de la société civile birmane dans le but de soutenir et promouvoir les droits de l'homme et la démocratie en Birmanie, dans le contexte de l'Asean. Altsean Burma concentre son action sur la Birmanie, mais travaille également sur l'agenda politique de l'Asean et sur la promotion des femmes dans ce mouvement de démocratisation. Les principaux projets soutenus portent sur l'animation de campagnes de plaidoyer au sein des pays de l'Asean, l'organisation et la participation aux campagnes internationales et ateliers stratégiques, avec un rôle moteur dans l'organisation des ASEAN ; la production de rapports et d'outils de communications (publications, site internet...) à destination des médias, des gouvernements et du grand public. A ce jour, Altsean Burma a formé près de 2 000 personnes venant de 80 organisations engagées pour les droits de l'homme dans la région et appuyé 11 organisations de femmes. Avec le retrait de Debbie Stothard de la 'liste noire' officielle des autorités birmanes, une nouvelle phase s'ouvre pour l'association avec l'éventualité de pouvoir opérer directement en Birmanie.

📍 **Debbie Stothard** se rend dans le Nord, Pas-de-Calais, Picardie, Champagne-Ardenne.

DROITS DES MIGRANTS, PLAIDOYER

≈ **FED** Foundation for education and development

**Mme EI PHYU KHINE**, responsable administrative et financière

*Parle anglais*

Il y aurait à ce jour environ 3 millions de migrants birmans illégaux en Thaïlande. Condamnés à effectuer les travaux les plus ingrats et les moins payés, ils font l'objet de discriminations, de violences et d'exploitation de la part des employeurs, notamment dans les secteurs où la main-d'œuvre thaïlandaise est déficitaire. Installée dans la province de Phang Nga, au sud de la Thaïlande, où est présente une forte communauté birmane, la FED apporte son soutien à ces travailleurs migrants en les informant sur leurs droits et en leur donnant les moyens de les défendre. Dans les 10 provinces où les équipes de FED interviennent, un travail de sensibilisation des autorités locales, des médias et des populations thaïlandaises est également mené pour faciliter l'intégration des migrants dans le pays, promouvoir le dialogue et des politiques migratoires plus humaines.

📍 **EI PHYU KHINE** se rend dans le Nord, Pas-de-Calais, Picardie, Champagne-Ardenne.

MIGRANTS, DROITS DES FEMMES, DROITS DE L'HOMME

≈ **KWAT** Kachin women's association Thaïland

**Mme SENG ZIN**, coordinatrice de KWAT

*Parle anglais*

L'ONG KWAT a été créée en 1999, afin d'aider les femmes kachin, immigrées en Thaïlande pour y trouver du travail, à surmonter les difficultés qu'elles y rencontraient, en tant que femmes et/ou travailleuses. Basée à Chiang Mai, dans le nord thaïlandais, KWAT a ensuite développé des projets dans l'État Kachin (nord de la Birmanie) dont les membres et bénéficiaires de l'association sont originaires. Ainsi, outre son programme « migrants » et des formations destinées à développer les compétences des femmes kachin en Thaïlande, KWAT organise des formations de sensibilisation sur les droits de l'Homme et la démocratie dans l'Etat Kachin et l'Etat Shan. La guerre, qui fait rage dans ces régions depuis juin 2011, a conduit à des déplacements massifs (près de 100 000 personnes) et tourne à l'escalade (bombardements par l'armée Birmanie, en décembre 2012 - janvier

2013) sans que les négociations n'aient jusqu'à maintenant permis d'aboutir à un accord. Dans ce contexte, la KWAT apporte un appui humanitaire d'urgence dans les camps de déplacés et mène des projets de veille sur la situation des droits de l'homme et des femmes dans l'Etat Kachin. Dans le cadre du projet soutenu par le CCFD-Terre Solidaire, KWAT forme les jeunes femmes/hommes kachin sur les principes de démocratie, de constitution, de fédéralisme ainsi que sur les droits de l'homme et des femmes afin d'encourager leur mobilisation citoyenne et contribuer à une issue pacifiste de ce conflit et des discriminations ethniques en Birmanie.

➊ **Mme Seng Zin** se rend dans le Nord, Pas-de-Calais, Picardie, Champagne-Ardenne.

DROITS DES MIGRANTS, PLAIDOYER

≈ **MMN** Mekong Migration Network

**Mme Omsin (Plaii) BOONLEART**, chercheuse « concertation et plaidoyer sur les droits des travailleurs birmans », elle a participé au Forum social mondial sur les migrations aux Philippines en 2012.

*Parle anglais*

Le MMN a été créé en 2003 à Hong Kong par le « Asia Migrant Center ». Il effectue un travail de plaidoyer régional auprès des gouvernements du Mékong pour influencer sur les politiques et les forces en présence, concernant les droits des migrants et sur la manière dont les migrants sont perçus dans les sociétés d'accueil, notamment en Thaïlande, principal pays d'accueil de la région du Mékong. Le MMN organise notamment des réunions inter-acteurs (associations, institutions, etc.) pour favoriser un dialogue régional sur cette question. L'objectif est d'influer sur les politiques nationales mises en œuvre dans chaque pays, d'encourager la construction de politiques d'intégration, et de déboucher sur une politique migratoire régionale. Les cibles prioritaires de ce travail de plaidoyer sont principalement les décideurs politiques et les médias qui traitent de ce sujet.

➋ **Omsin Boonleart** se rend dans le Nord, Pas-de-Calais, Picardie, Champagne-Ardenne.

CONSTRUCTION DE LA PAIX  
DIALOGUE INTERRELIGIEUX - INTER ETHNIQUE

≈ **SEM** Spirit in Education Movement

**M. Ratawit (Mo) OUAPRACHANON**, coordinateur du programme « Promouvoir une culture de la paix et le développement durable à Myanmar - renforcement durable de la société civile birmane », formateur en économie.

*Parle anglais*

Le mouvement SEM (Spirit in education), créé en Thaïlande en 1996 pratique un « bouddhisme engagé », qui, à la différence d'autres traditions bouddhistes, promeut l'engagement dans la société et éduque au développement durable. Le mouvement a mis au point des programmes de formation (GLT Grassroot Leadership Training - Formation des leaders de base) à destination de tous ceux qui ont déjà des responsabilités ou sont appelés à en avoir. Ces formations s'adressent autant à des moines, qu'à des responsables d'associations ou des représentants d'autorités locales. Elles permettent la création de nombreuses initiatives et structures locales qui renforcent en profondeur le tissu associatif pour lutter contre la pauvreté. L'action de SEM vise aussi à développer le dialogue inter-religieux et inter-ethnique au sein des communautés de base.

➌ **Ratawit Ouaprachanon** se rend en région Rhône-Alpes.

## CAMBODGE

DROITS HUMAINS, LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ  
DEFENSE DES FEMMES

≈ **ADHOC** Association pour le développement et les droits humains au Cambodge

**Mme Mony LIM**, responsable du programme « Droits des femmes et des enfants »

*Parle khmer*

ADHOC a été créée en 1991 pour venir en aide aux victimes d'atteintes aux droits de l'homme et pour amener les coupables à faire face à la justice. ADHOC est la première et la plus importante structure cambodgienne de défense des droits de l'homme. Sur les 4 dernières années, les équipes d'ADHOC ont défendu plus de 8 000

victimes. L'association a été pionnière dans la défense des droits politiques et civils des personnes ainsi que des droits sociaux, économiques et culturels et la lutte contre la violation des droits de l'homme (trafic d'êtres humains, droits des minorités ethniques...). ADHOC a aussi participé à la mise en place du tribunal international pour juger les chefs des Khmers rouges. L'un des atouts d'ADHOC est sa proximité avec les populations grâce à un réseau de bureaux locaux (dans toutes les provinces) et de volontaires répartis dans chaque district (352 personnes au total). Grâce notamment au soutien du CCFD-Terre Solidaire, ADHOC apporte des formations régulières à ces volontaires qui assurent ensuite le rôle de relais locaux auprès des victimes ainsi qu'aux membres du bureau central et les incitent à faire des études supérieures de droit (10 membres d'ADHOC ont ainsi obtenu leur maîtrise de droit). Dès 1995, ADHOC a accordé une attention particulière à la violence contre les femmes et les enfants et, depuis 2002, le CCFD-Terre Solidaire soutient un projet de sensibilisation des populations (hommes et femmes) dans un but de prévention et d'appui aux victimes. Depuis 2009, ADHOC prend particulièrement en compte la réintégration des femmes dans leurs communautés. Pour cela les analyses des communautés et les formations à destination des hommes ont été renforcées. Les cas de viols sont malheureusement en augmentation constante, à cause notamment des migrations professionnelles des jeunes femmes et à l'impunité des auteurs des crimes. Le travail de prévention d'ADHOC est plus que jamais d'actualité au Cambodge.

① **Mony LIM** se rend en région Alsace Lorraine.

## INDE

DROITS HUMAINS, LUTTE CONTRE L'EXCLUSION  
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET RURAL

≈ **TNLRF/AREDS** Tamil Nadu land rights federation

**M. Arokiasamy (Samy) LOURTHUSAMY**, directeur exécutif d'AREDS, membre de TNLRF, conseiller pour plusieurs projets gouvernementaux sur le développement rural

*Parle anglais*

**M. Baskaran VARADARAJ**, avocat, secrétaire de la TNLRF (Madurai).

*Parle anglais*

L'association Tamil Nadu land rights federation (TNLRF) a été créée en 2010 à l'initiative de mouvements sociaux et d'ONG d'appui aux groupes discriminés, marginalisés (notamment les Dalits, les populations indigènes - Adivasi). Ces communautés sont victimes d'investissements au profit d'entreprises nationales et multinationales, dont l'implantation est facilitée par les agences d'Etat. Ces dernières, notamment la SIPCOT, jouent un rôle central d'interface dans le processus d'accaparement des terres agricoles privées et collectives (les communs) par des investisseurs privés. TNLRF fédère ce combat contre l'accaparement et la destruction des ressources naturelles induites par le développement des mégaprojets industriels qui provoquent l'appauvrissement et les déplacements de ces communautés.

① **L.A. Samy** se rend en région Rhône-Alpes.

① **Baskaran Varadaraj** se rend en région Centre.

## INDONÉSIE

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, CITOYENNETÉ

≈ **SSP** Sunspirit for Justice and Peace

**M. Krispianus BHEDA**, secrétaire exécutif du Sunspirit, précédemment coordinateur du programme de Sunspirit à Aceh.

*Parle indonésien*

Fondé en 2005 lors du tsunami à Aceh, Sunspirit for Justice and Peace s'est positionné comme un acteur facilitant les relations et échanges entre différentes sphères de la société (politique, économique et société civile). Cette ONG s'est depuis tournée vers des projets de développement durables et intégrés (agriculture, éducation, environnement). Le partenaire du CCFD-Terre Solidaire s'engage aux côtés des habitants de la Province du Nusa Tenggara Timur (îles de Flores et du Timor Occidental) afin d'expérimenter un modèle de développement innovant fondé sur des centres de transformation sociale dans une région où la corruption est la plus forte de l'archipel. Sunspirit met en lien les acteurs de la société civile avec des acteurs économiques et institutionnels

afin de changer durablement le partage du pouvoir. Sunspirit a un rôle de conseiller auprès d'organisations ou de mouvements en cours de structuration ayant besoin d'un cadre de développement et d'alliés. Mais il intervient aussi comme un acteur direct d'un nouveau modèle de développement sur le terrain qui permet de démultiplier les innovations réussies. Il participe ainsi à la création d'un mouvement plus large ancré dans une dynamique locale, proposant un réseau et des outils pour progressivement faire changer durablement l'exercice du pouvoir.

- ① **M. Krispianus BHEDA** se rend en Bretagne, Pays-de-Loire.

## LAOS

DÉVELOPPEMENT RURAL, AGRO-ÉCOLOGIE

≈ SPERI

**M. DUONG QUANG CHAU**, vice-directeur, responsable de la formation et du réseau de l'agriculture biologique au Vietnam et au Laos  
*Parle anglais*

SPERI a été fondée par Mme Tran Thi Lanh en 1990 alors qu'elle effectuait des recherches pour sa thèse en biologie sur les cultures traditionnelles, notamment les plantes médicinales, utilisée par les femmes Dao, une ethnie montagnarde du Nord Vietnam. Interpellée par leur isolement, la méconnaissance complète de leur situation et l'originalité des systèmes de solidarité développés par ces femmes, Mme Tran Thi Lanh a commencé à travailler avec les groupes ethniques dans le but de valoriser leur culture. Très vite, l'action s'est transformée en défense de leurs droits et valorisation de leur rôle, notamment à travers la création de réseaux entre différents groupes ethniques. Ils sont aujourd'hui rassemblés au sein du programme MECO ECOTRA, réseau communautaire pour la promotion d'échanges agro-écologiques, directement géré et animé par des paysans issus des minorités. Ces derniers sont formés par SPERI au sein des écoles paysannes de terrain qui privilégient l'apprentissage de la perma-culture, théorie holistique qui repose sur des principes éthiques : prendre soin de la terre, prendre soin de l'humain (de soi-même et de sa communauté), partager équitablement (limiter la consommation et la reproduction). Ils sont formés au respect de la biodiversité, à la gestion de l'eau, de la forêt, à la préservation des ressources. SPERI fait partie du réseau TOA (Towards organic Asia) de promotion de l'agro-écologie. Les agriculteurs formés par SPERI inventent une autre forme de relation au monde, basée sur la solidarité, le partage et la démocratie participative. Ils représentent les nouvelles générations de leaders paysans capables d'impulser des changements tant au niveau de leurs communautés qu'à un niveau national et même régional. En effet, ils se mobilisent aussi pour défendre les droits fonciers des minorités ethniques dont les terres font l'objet de prédatations, sur l'ensemble de la zone Vietnam - Laos - Thaïlande. Site : [www.speri.org/eng/](http://www.speri.org/eng/)

- ① **Duong Quang Chau** se rend en Auvergne-Limousin.

## SRI LANKA

DROITS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX  
FORMATION, CONSTRUCTION DE LA PAIX

≈ NAFSO National fisheries solidarity movement

**M. Raajan FRANCIS**, coordinateur national du réseau.  
*Parle tamoul et anglais*

Initié, en 1997, afin de défendre la pêche artisanale et les droits économiques et sociaux des petits pêcheurs au Sri Lanka, le NAFSO s'est, depuis, penché sur le sort des populations tamoules déplacées en raison du conflit qui a ensanglanté le pays pendant une trentaine d'années. Quatre ans après la fin de cette guerre, la question des déplacés tamouls n'est toujours pas résolue. De plus, victimes d'accaparement des terres de la part de l'armée ou de promoteurs immobiliers cinghalais, beaucoup n'ont désormais plus d'endroit où retourner. À cela s'ajoute le fait que, dans de nombreuses familles, ce sont les femmes qui doivent élever seules leurs enfants, les maris ayant disparu lors du conflit. Le projet mis en place par le NAFSO vise à défendre les droits des personnes déplacées à Sri Lanka en raison de la guerre, et à organiser les femmes chefs de famille pour subvenir à leurs besoins et leur permettre de vivre.

- ① **Raajan Francis** se rend en Provence, Alpes-Côte d'Azur.

## EUROPE DE L'EST

### BOSNIE-HERZÉGOVINE

JEUNES, CONSTRUCTION DE LA PAIX, RÉCONCILIATION

≈ **YIHR** Bosnie Youth Initiative for Human Rights

**Mme Nina ŠEREMET**, coordinatrice du programme YIHR - BH.

*Parle anglais*

**Mme Martina RAGUŽ**, chargée du projet des Nations-unies MOSTIMUM 2012 (Centre pour l'entrepreneuriat des jeunes à Mostar)

*Parle anglais*

YIHR est un mouvement de jeunes qui existe dans plusieurs pays ex-yougoslaves. En Bosnie, l'association a pour objectif principal de lutter contre les peurs et les haines en organisant des rencontres entre des jeunes de communautés différentes au sein de la Bosnie. L'association a pour ambition de décroiser la société en s'extrayant des appartenances "ethniques" fortement entretenues depuis la fin de la guerre. Il s'agit aussi pour YIHR de construire une mémoire collective des conflits qui ne soit pas partielle. C'est un travail très minutieux au cours duquel l'association doit plonger dans des contextes locaux très divers (Stolac, Kozarac, Srebrenica, Gornji Vakuf-Uskoplje...) où chaque lieu a son histoire propre et donc ses propres enjeux de cohésion aujourd'hui. Prenant en compte ces contextes très spécifiques, YIHR fait des propositions variées : elle organise des échanges et des rencontres de jeunes dans les différents lieux, elle les invite à participer à des événements culturels et artistiques à Sarajevo ou à Belgrade et permet ainsi aux jeunes de prendre un peu de distance par rapport à leur quotidien et de découvrir d'autres perceptions et discours que ceux auxquels ils sont habitués. Jeune association, YIHR est rapidement devenue une véritable pépinière, rassemblant des jeunes résolus à vivre dans des sociétés construites sur d'autres principes que ceux de leurs aînés. Mais ceci ne veut pas dire 'faire table rase du passé ni l'oublier. Au contraire, YIHR revendique et agit pour la formation d'une jeunesse consciente de son passé, prête à l'assumer et à construire une mémoire commune dans l'ex-Yougoslavie. Pour YIHR, c'est une condition à la construction d'une alternative réelle aux discours et politiques nationalistes qui n'ont pas changé depuis le début des années 90.

① **Nina Šeremet et Mme Martina Raguž** se rendent en Bourgogne Franche-Comté.

### KOSOVO

CONSTRUCTION DE LA PAIX, RÉCONCILIATION

≈ **HUMANITARIAN LAW CENTER**

**M. Betim ZLLANOĞA**, coordinateur de l'Humanitarian Law Center

*Parle anglais*

Le HLC a été créé en 1992 en Serbie pendant la guerre. Il s'agit d'une des très rares associations serbes qui ne cesse de marteler courageusement la responsabilité de l'Etat serbe dans les crimes perpétrés en 1991 et 1999 : responsabilité de l'Etat, responsabilité collective, nécessité de la justice pour toutes les familles de victimes... afin de servir la justice et de faire connaître la vérité. Aucun dossier n'est oublié : la Croatie, la Bosnie, le Kosovo, le TPIY, les minorités, les disparitions... Cette détermination a exposé le HLC à de nombreuses animosités. Les activités du centre sont de plusieurs ordres : travail juridique (le HLC se porte très souvent représentant de familles de victimes), monitoring des procès, recensement des disparus, enquêtes autour des disparitions, recueils et publications de témoignages, organisation de formations sur le droit international et de tables-rondes régionales. HLC-Kosovo s'est créée un peu plus tard et a notamment fait un travail considérable, maintes fois primé, pour Le Livre des victimes. Il s'agit du recensement de l'ensemble des victimes du conflit entre 1998 et 2000 quelle que soit leur origine ethnique (Albanais, Serbe, Rom, etc). Ce faisant, le HLC-Kosovo pose les bases d'une mémoire collective pour que chacun puisse trouver sa place au Kosovo.

① **Betim Zllanoga** se rend en Bourgogne Franche-Comté.

## ROUMANIE

---

DROITS DES MINORITÉS  
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE  
ENTREPRENARIAT SOCIAL

### ≈ Romano ButiQ

**Mme Simona ȘTEFAN**, animatrice du développement communautaire (renforcement des coopératives roms)

*Parle roumain*

Créée en avril 2011, cette ONG roumaine a pour objectif de changer la façon dont la majorité de la population perçoit les minorités roms, grâce à des campagnes de promotion de l'artisanat traditionnel et de la culture roms. Un projet ambitieux d'insertion professionnelle et sociale des artisans roms, hommes et femmes, sur le marché du travail doit ainsi permettre de créer et de développer 30 coopératives dans 30 communautés roms de Roumanie, afin d'améliorer le pouvoir économique et le statut social de ces artisans. 21 coopératives dans lesquelles travaillent aujourd'hui près de 200 artisans ont déjà vu le jour et plus de 1 800 personnes sont désormais impliquées dans les activités de l'association : cours, formations et autres activités éducatives. Romano ButiQ espère ainsi toucher quelque 10 000 Roms à travers toute la Roumanie.

❶ **Simona Ștefan** se rend en Bourgogne Franche- Comté.

## SERBIE

---

LUTTE CONTRE L'EXCLUSION  
ROMS, MIGRANTS, PLAIDOYER

### ≈ GRUPA 484

**M. Robert KOZMA**, coordinateur des programmes

*Parle anglais*

Groupe 484 est très engagé dans la sensibilisation de la jeunesse à l'ouverture aux autres. L'association mène parallèlement des interventions concrètes d'aide aux populations exclues (aujourd'hui migrants dans les forêts autour des centres d'asile, Roms dans les bidonvilles...) et des actions de conscientisation de la jeunesse ou de la population qui se trouve à proximité de ces interventions. Grupa 484 accompagne des actions qui émergent localement dans diverses municipalités de Serbie. Par exemple, l'initiative du Festival de littératures ex-yougoslaves réalisé par des jeunes et leurs enseignants dans la ville d'Uzice. C'est ainsi qu'un réseau de jeunes bénévoles s'est tissé dans de nombreuses villes du pays. À côté de ces actions, Grupa 484 réalise également des recherches sur la mise en œuvre des politiques publiques, dialogue avec l'Etat et propose des recommandations. Pour cela, il s'appuie sur un important réseau de bénévoles et sur l'expertise obtenue par les observations concrètes sur le terrain.

❶ **Robert Kozma** se rend en Bourgogne Franche- Comté.

# BASSIN MÉDITERRANÉEN

## LIBAN

---

CITOYENNETE, EDUCATION  
EGALITE HOMMES /FEMMES

≈ NAJDEH

**Mme Nawal MOHAMAD HASSAN**, coordinatrice des programmes de Najdeh dans le camp de Nahr el Bared

*Parle arabe*

Créé en 1978 pendant la guerre du Liban, Najdeh travaille à l'amélioration des conditions de vie et du mieux-être des réfugiés palestiniens au Liban, à travers 36 centres situés dans les camps de réfugiés palestiniens de différentes régions du Liban. La mission de Najdeh est de renforcer la place des femmes dans la société palestinienne afin qu'elles puissent participer de manière active à son développement, en luttant contre les discriminations et en promouvant leur rôle au niveau social, économique et politique. L'association propose des formations professionnelles pour aider les femmes palestiniennes à accéder au marché de l'emploi, une aide sociale ainsi qu'un soutien psychologique notamment pour celles qui sont victimes de violence. Un programme vise à réduire le taux d'illettrisme chez les femmes et enfants réfugiés palestiniens. Najdeh fournit aux enfants palestiniens un environnement éducatif créatif, elle dispose de jardins d'enfants et invite les parents à prendre part aux activités proposées. Najdeh répond aussi aux urgences auxquelles font face les réfugiés palestiniens, après les attaques israéliennes mais aussi depuis le début de la guerre en Syrie.

📍 **Nawal Mohamad Hassan** se rend en région Alsace Lorraine.

## TUNISIE

---

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE, DEVELOPPEMENT RURAL  
ENVIRONNEMENT, LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION  
PATRIMOINE, TOURISME SOLIDAIRE

≈ ASOC Association de sauvegarde de l'oasis de Chenini

**M. Issam JABRI**, directeur du département communication et réseaux de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Gabès, vice-président de l'ASOC, il supervise notamment la formation et la conservation des variétés de semences et d'arbres fruitiers

*Parle français*

L'ASOC encourage et réalise e des actions de développement durable visant à la réhabilitation de l'oasis de Chenini-Gabès, la sauvegarde de ses ressources et la mise en valeur de son patrimoine. L'ASOC est membre du RADD0, réseau d'associations (de Tunisie, d'Algérie, du Maroc et de Mauritanie) actives pour la sauvegarde des oasis au Maghreb.

Né en novembre 2001, le RADD0 a pour objectif de lutter contre la désertification et de promouvoir les oasis comme patrimoine économique, écologique, culturel et social de l'humanité. Le RADD0 mène des actions de plaidoyer, sensibilisation, formation, il intervient dans tous les domaines de la vie oasisienne, en particulier la gestion des ressources naturelles, l'agriculture, la valorisation économique des spécificités et des produits oasisiens. Le CCFD-Terre Solidaire soutient depuis ses débuts ce travail à l'échelle régionale et encourage aujourd'hui les liens entre le RADD0 et un autre réseau, le réseau AREMDT, qui œuvre dans le domaine du tourisme solidaire au niveau euro-méditerranéen dans le but de renforcer la valorisation des oasis.

📍 **Issam Jabri** se rend en Provence Alpes Côte d'Azur Languedoc Corse.



≈ FTDES Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux

**M. Mounir HASSINE**, professeur d'Histoire-Géographie à Monastir (Tunisie), militant du mouvement social et coordinateur de la section régionale du FTDES spécialisée dans le lien entre l'industrie du textile, les droits des femmes ouvrières et l'environnement

*Parle arabe (et français)*

L'association FTDES est le fruit d'une fusion entre plusieurs comités et personnalités de la société civile qui militaient pour les droits économiques et sociaux des Tunisiens avant le renversement du régime. Le CCFD-Terre Solidaire a noué des liens avec les membres fondateurs dès cette époque. On compte parmi eux notamment le Comité de soutien aux populations du bassin minier (Redeyef), le Comité de soutien aux femmes travaillant dans les usines de textile, mais aussi des membres de la Ligue des droits de l'Homme et de l'Union générale tunisienne du travail, le principal syndicat tunisien. Lors des mouvements sociaux dans le secteur textile en 2004, puis dans le bassin minier de Redeyef en 2008, ils ont dénoncé, à leurs risques et périls, le régime de Ben Ali qui concentrait les richesses et acculait une partie de la population au désespoir. Pendant la révolution de janvier 2011, ces membres ont joué un rôle actif d'encadrement au niveau local.

La création du FTDES a permis d'unir les forces de divers acteurs situés à Tunis et dans des régions stratégiques pour renforcer le respect des droits économiques, sociaux et l'accès de tous à la dignité. Aujourd'hui, le Forum œuvre aussi bien pour les droits des femmes ouvrières que pour les droits des migrants et des chômeurs. Il a créé un Observatoire social afin d'aboutir à la rénovation du modèle de développement.

❶ **Mounir Hassine** se rend en région Midi Pyrénées Roussillon.

# LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE

**Le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre Solidaire) est une association de solidarité internationale créée par des mouvements et services d'Eglise et les évêques de France en 1961, qui a pour mission de lutter contre les causes de la faim dans le monde. Pour cela, le CCFD-Terre Solidaire a choisi d'agir à travers une démarche de partenariat avec des acteurs locaux de développement et de transformation sociale qui construisent des sociétés plus justes dans les pays du Sud.**

## UNE MISSION, TROIS MODES D'ACTION

- **Soutenir des projets de développement promus et mis en œuvre par des organisations-partenaires dans les pays du Sud.** Ce soutien porte sur plusieurs domaines : la souveraineté alimentaire, la prévention et résolution des conflits, l'économie sociale et solidaire, les migrations internationales, la promotion des femmes...

- **Sensibiliser et éduquer au développement en France** afin d'inciter les citoyens à s'engager pour plus de justice dans les relations internationales. Les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire se mobilisent toute l'année et lors des temps forts tels que la Semaine de la solidarité internationale, la Journée mondiale de l'alimentation, « Bouge ta planète » manifestation en direction des jeunes...

- **Une démarche de plaidoyer auprès des responsables politiques** pour que leurs décisions prennent en compte les intérêts des populations du Sud. Ces interpellations et campagnes portent notamment sur le financement du développement (par exemple, la campagne contre les paradis fiscaux), la promotion de politiques agricoles plus justes, la responsabilité sociale des entreprises dans les pays du Sud, le contrôle du commerce des armes, les droits des migrants...

Président : Guy Aurenche - Délégué général : Bernard Pinaud - Evêque accompagnateur : Mgr Jacques Blaquart, évêque d'Orléans, président du Conseil national pour la solidarité.

## QUELQUES CHIFFRES

Première ONG française de développement, le CCFD-Terre Solidaire soutient chaque année environ **430 projets dans 58 pays** : Afrique (30%), Amérique latine (26%), Asie (22%), Bassin méditerranéen (8%), Europe de l'Est (5%), Migrations (6%) Mondial (3%). Ses ressources financières, un budget qui tourne autour de 37 M€, proviennent presque en totalité de la générosité du public, garantie de son indépendance d'action et de parole : **350 000 donateurs** font confiance à l'ONG. Le CCFD-Terre Solidaire est agréé par le Comité de la charte du don en confiance. Il propose également aux épargnants plusieurs produits financiers solidaires.

L'association peut compter sur la mobilisation d'un réseau de **15 000 bénévoles**, présents dans les **99 départements** et sur une équipe de 160 salariés à Paris et en région. Elle participe à une soixantaine de collectifs thématiques et de plateformes géographiques.

L'Assemblée générale du CCFD-Terre Solidaire est composée de **29 mouvements et services** de l'Eglise catholique, témoins de la diversité de l'engagement des chrétiens en France (mouvements de jeunes, cadres, congrégations religieuses, retraités, milieu rural...), ainsi que de représentants des adhérents directs à l'association.

## EN SAVOIR PLUS



- **Faim et Développement**, le magazine de reportage de la solidarité internationale édité par le CCFD-Terre Solidaire, lance une nouvelle formule et devient bimestriel.

- **le site** : [ccfd-terresolidaire.org](http://ccfd-terresolidaire.org)

- **Le blog de Guy Aurenche** : <http://blog.ccf-d-terresolidaire.org/guyarenche/>

- **La page Facebook** du CCFD-Terre Solidaire – [facebook.com/ccfdterresolidaire](https://facebook.com/ccfdterresolidaire)

- **Le compte twitter** : [@ccfd\\_terresolidaire](https://twitter.com/ccfd_terresolidaire)